Artefact

Techniques, histoire et sciences humaines

5 | 2016

Musées éphémères, musées imaginaires,
musées perdus

Missions commerciales et collections techniques au XIX^e siècle : l'introuvable « musée chinois » de la mission de Chine

Trade missions and technical collections in the 19th century: the elusive “Chinese Museum” of the “mission de Chine”

Christiane Demeulenaere-Douyère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/artefact/642>

DOI : 10.4000/artefact.642

ISSN : 2606-9245

Éditeur :

Association Artefact. Techniques histoire et sciences humaines, Presses universitaires du Midi

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 77-94

ISBN : 978-2-7535-6525-8

ISSN : 2273-0753

Référence électronique

Christiane Demeulenaere-Douyère, « Missions commerciales et collections techniques au XIX^e siècle : l'introuvable « musée chinois » de la mission de Chine », *Artefact* [En ligne], 5 | 2016, mis en ligne le 15 novembre 2017, consulté le 06 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/artefact/642> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/artefact.642>

Missions commerciales et collections techniques au XIX^e siècle : l'introuvable « musée chinois » de la mission de Chine

Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE*

Résumé

En 1843, le diplomate français Théodore de Lagrené s'engage dans un long voyage qui le conduit en Chine, pays qui s'ouvre alors au commerce avec l'Occident. Il emmène quatre délégués de l'industrie française, désignés par les chambres de commerce, dont la mission est de recueillir sur le terrain non seulement des informations commerciales et des contacts, mais aussi des échantillons de matières premières et de produits finis, des outils et des savoir-faire. L'un d'eux, Isidore Hedde, réunit une très importante collection d'échantillons et d'objets en relation avec l'industrie de la soie.

À leur retour en France, les objets rapportés font l'objet de plusieurs expositions publiques. Mais, dans un temps qui méconnaît les musées ethnologiques et les musées commerciaux, et en raison des difficultés politiques et économiques du milieu du siècle, le « musée chinois » de la mission de Chine ne verra pas le jour. Il est voué à la dispersion. L'article traite de la constitution de ces collections techniques sur le terrain, de leur(s) statut(s) en France et finalement de leur dispersion actuelle.

Mots-clés : *Chine, collections techniques, Hedde (Isidore) (1801-1880), histoire des techniques, pratiques muséographiques, sériciculture.*

*. Christiane Demeulenaere-Douyère est membre correspondant du Centre Alexandre-Koyré (UMR 8560 CNRS/EHESS/MNHN). Conservateur général du patrimoine (h), elle a eu la responsabilité scientifique, aux Archives nationales, des fonds provenant du ministère du Commerce et particulièrement de ceux concernant les expositions universelles. Contact : [christiane.demeulenaere@gmail.com].

L'auteure exprime sa vive reconnaissance à M^{me} Marie-Sophie Corcy (Musée des arts et métiers-Cnam, Paris), à M^{me} Pascale Le Cacheux et M. Alexandre Durand (musée des Tissus, Lyon) et à M. Sylvain Besson (Musée d'art et d'industrie, Saint-Étienne), ainsi qu'à M^{me} Daisy Bonnard, pour l'aide apportée lors de la préparation de cet article.

Abstract. Trade missions and technical collections in the 19th century : *the elusive* « Chinese Museum » of the « mission de Chine »

In 1843, French diplomat Théodore de Lagrené undertook a long journey which took him to Qing China at a moment in which the country was opening to trade with West. He was heading a delegation of four members, appointed by the Chambers of Commerce and Industry with a mandate and mission to collect not only business information and contacts, but also samples of raw materials, finished products, tools, and information about the technical know-how. One of its delegates, Isidore Hedde, brought back a relatively large collection of objects related to the silk industry.

Upon the return of the delegation to France, the objects collected were exhibited publicly several times. Due to political and economic difficulty of the 1850s, at a time without established ethnological museums and commercial collections, the so-called "Chinese Museum" did not stand great chance of seeing the light of day. It was virtually condemned to dissolution. This article deals with the way in which Hedde proceeded in collecting the technical objects in China, their status in France and their current state of dispersion.

Keywords : *China, Hedde (Isidore) (1801-1880), history of technology, museum practices, sericulture, technical collections.*

Le XIX^e siècle, particulièrement grâce aux progrès techniques dans les domaines des transports et des communications, poursuit l'inventaire du monde entrepris par les voyageurs-naturalistes au siècle précédent. Le champ des curiosités s'étend à l'infini. N'est pas seulement concernée l'exploration intellectuelle, artistique ou scientifique; négociants et industriels aussi, en quête de débouchés nouveaux pour leurs produits et de sources d'approvisionnement en matières premières, sont à l'affût d'informations sur l'économie des contrées étrangères. Dans tous les cas, les divers objets collectés dans le cadre de ces voyages subventionnés sur fonds publics¹ ont vocation à contribuer à l'essor matériel et intellectuel du pays.

Certaines missions diplomatiques de grande ampleur, qui bénéficient de moyens importants, comportent aussi un volet commercial. C'est le cas de la mission de Chine qui, en 1843-1846, conduit une mission diplomatique et commerciale jusqu'aux rives du Céleste Empire, à un moment où celui-ci est contraint de s'ouvrir au commerce avec l'Occident et redevient un enjeu important dans les échanges internationaux.

Le propos de cet article n'est pas d'étudier la mission de Chine en tant que telle. Il n'en aborde que très brièvement le déroulement et pas du tout les conséquences diplomatiques, commerciales et industrielles². Il s'attarde en revanche plus longuement sur l'énorme masse d'objets de toute nature, notam-

ment techniques, rapportés de ce voyage par les délégués du commerce qui l'ont accompagnée et particulièrement par Isidore Hedde, chargé des soies et des soieries. Il s'attache aussi à analyser les tribulations que ces objets ont connues après le retour de la mission, en fonction

des variations du regard porté sur eux par les différents acteurs. Il interroge enfin les pratiques muséographiques qui ont cours au milieu du XIX^e siècle, confrontées aux rapports de pouvoir entre institutions.

La mission de Chine : contexte et déroulement

Depuis le début des années 1840, on note, en France, un regain d'intérêt marqué pour la Chine. Le poste consulaire français à Canton est à nouveau pourvu et le gouvernement incite les chambres de commerce des régions textiles françaises à s'intéresser à ce pays qui constitue un énorme réservoir de 350 millions de consommateurs potentiels. Cet intérêt se fait d'autant plus pressant que, par le traité de Nankin, signé le 29 août 1842, la Chine, vaincue, doit céder à la couronne britannique Hong Kong, cession assortie d'avantages douaniers, ainsi que le droit d'établir des concessions dans ses cinq ports méridionaux ouverts au commerce international (Canton, Amoy [Xiamen], Fuzhou, Ningbo et Shanghai³). Dès lors, s'instaure une compétition entre puissances occidentales : les Américains obtiennent des conditions analogues par le traité de Wangxia et le gouvernement français décide d'envoyer en Chine une mission diplomatique pour négocier des accords similaires. Le 12 décembre 1843, les voiliers *La Sirène* et *La Victorieuse* emportent le ministre plénipotentiaire Théodore de Lagrené (1800-1862)⁴ et sa suite vers la Chine.

La mission Lagrené emmène aussi des missionnaires catholiques qui seront débarqués au gré des escales extrême-orientales, et, fait plus inhabituel, quatre délégués du commerce. Il s'agit d'experts désignés par les chambres de commerce de grandes villes manufacturières, Paris, Lyon, Mulhouse, Reims et Saint-Étienne, qui ont été consultées et ont donné des instructions. Ainsi, partent pour le Céleste Empire Auguste Haussmann (1815-1874)⁵ pour l'industrie du coton, Edmond Renard pour les articles de Paris, Natalis Rondot (1821-1900)⁶ pour la laine, les draps et le vin de Champagne, et Isidore Hedde (1801-1880) pour les soies et soieries. Ce dernier, fabricant de rubans à Saint-Étienne (Loire) et membre des sociétés industrielles de Mulhouse et de Saint-Étienne, représente les chambres de commerce de cette ville et de Lyon. Ils sont placés sous l'autorité de Jules Itier (1802-1877)⁷, inspecteur des Douanes, délégué par les ministères des Finances et du Commerce pour les questions de tarifs et de navigation⁸.

C'est avec une curiosité immense qu'ils partent à la découverte d'une Chine où les Occidentaux n'ont pas pénétré depuis longtemps, mais dont la richesse cultu-

relle les fascine. Ainsi Jules Itier laisse libre cours à son enthousiasme :

« Et le moyen, je vous prie, de résister à l'enivrante tentation de voir de mes yeux cet étrange pays, où tout semble être en contradiction avec les idées reçues ailleurs, où la civilisation date des premiers pas de l'homme sur la terre ; contrée mystérieuse, hier encore vierge du contact de l'Europe, et qui va s'ouvrir à notre ardente curiosité pour nous offrir le tableau vivant d'un passé inconnu ; immense sujet d'étude et de méditation sur l'homme dans les diverses formes qu'il affecte en société ; recherches bien autrement intéressantes que l'exploration monotone de ces pays sauvages et de leurs habitants en enfance qui, dans leurs développements incomplets, ne se distinguent les uns des autres que par des usages bizarres ou monstrueux réfractaires à toute déduction philosophique⁹. »

Dans leurs bagages, ils emportent de très nombreux échantillons de produits commerciaux français qu'ils vont présenter aux négociants chinois. Un autre objectif de leur mission est l'étude sur place de l'industrie et du commerce en Chine, pour « composer utilement pour nos navires des chargements de retour¹⁰ », avec une attention particulière portée à l'industrie de la soie.

Les délégués commerciaux quittent Brest à bord du vapeur *l'Archimède*, le 20 février 1844. Leur navigation, parfois éprouvante, les conduit d'abord en Espagne (où ils visitent Cadix et Séville), aux Canaries (Sainte-Croix de

Ténérife), au Sénégal (Gorée) et au cap de Bonne-Espérance ; puis ils passent dans l'Océan Indien, à l'île Bourbon (act. Réunion), Ceylan, Pondichéry et Madras, Singapour, Manille... et finalement, après cent quatre-vingt-six jours de voyage, à Macao.

Tandis que les diplomates négocient le traité de Whampoa, signé le 24 octobre 1844, qui concède à la France des avantages analogues à ceux dont bénéficiaient déjà les Anglais et les Américains, les délégués commerciaux entrent en Chine par Canton, riche ville commerçante ouverte depuis longtemps au commerce international. Depuis Canton où ils séjournent, les délégués voyagent dans plusieurs régions chinoises et en Cochinchine. À la fin du mois de décembre 1845, ils reprennent le chemin de la France.

Le dossier de la mission de Chine constitué au ministère du Commerce et conservé aujourd'hui aux Archives nationales est très volumineux¹¹. Il contient notamment les rapports, souvent enrichis d'échantillons d'étoffes (**figure 17, cahier couleur**) et parfois même de dessins, que les délégués envoient régulièrement à Paris où ils sont soigneusement analysés. Ces documents seront utilisés pour l'information des industriels et négociants et des extraits insérés dans les publications officielles, notamment les *Annales du commerce extérieur*¹².

Dans ses rapports, le délégué pour les soieries, Isidore Hedde, fournit des renseignements abondants et détaillés sur l'histoire et la vie économique des régions qu'il visite. Si ses observations portent surtout sur la production de la soie, les produits de teinture et l'industrie textile en général, il ne s'interdit pas

de faire aussi, à l'occasion, un peu d'ethnologie. Ainsi, à Pondichéry, il s'intéresse au système des castes qu'il décrit longuement dans un rapport envoyé à Paris¹³. Auparavant, au Sénégal, à Gorée, il a rencontré un tisserand yolo, un esclave (figure 1) :

« Tout ce qu'il fait appartient à son maître, qui l'occupe quand il désire depuis le lever jusqu'au cou-

cher du soleil, sans qu'il lui fournisse aucune nourriture, ni pour sa famille » – mais c'est aussi un Griot, un « barde africain, [qui] chante les exploits des héros yolo, historien et musicien, il dit la bonne fortune, il amuse et fait danser au son du tamtam, médecin, bourreau, il circonci et exécute les opérations et les hautes œuvres ordonnées par le conseil secret des marabouts¹⁴. »

Fig. 1. – Tisserand yolo rencontré à Gorée, croquis à l'encre. Archives nationales, F/12/2589 (cliché de l'auteur).

Des collectes hétéroclites

En Chine, les délégués collectent de nombreuses informations commerciales oralement ou *de visu* directement auprès des indigènes ou des résidents étrangers à Canton, ou sous forme de matériel documentaire. Ils font aussi une importante moisson d'échantillons et d'objets de toute nature, souvent à caractère

technique, en lien particulièrement avec la production textile, mais pas exclusivement. Ils représentent une masse considérable dont les catalogues des expositions auxquelles ils vont donner lieu en France dans les années suivant le retour de la mission, peuvent fournir une idée globale, encore qu'il soit parfois

hasardeux de retrouver les objets de l'un à l'autre à cause des imprécisions et des variations des descriptions. Aussi il n'est guère aisé d'en faire un inventaire raisonné. Néanmoins, on relève :

- des cartes et vues des régions visitées : par exemple, une vue de l'éruption du Piton de la Fournaise observée par l'expédition à l'île Bourbon, le 5 juin 1844 ;

- des substances naturelles : minéraux (alun, houille, jayet, cuivre, potasse, coquilles, etc.) et des substances tinctoriales notamment (orseille des mamelles, mil, racine de mandragore...) ;

- des spécimens de plantes : oignons de fleurs du cap de Bonne-Espérance, très nombreux spécimens de mûriers ;

- des vers à soie sauvages ou d'élevage, sous forme de graines (œufs) ou de cocons ;

- des ustensiles, outils et machines liés à l'élevage des vers à soie et au tissage de la soie, notamment ; l'exposition de 1846 « permettrait presque, selon *L'Illustration*, à l'ouvrier chinois, transporté rue Neuve Saint-Laurent, de nous tisser une pièce de soierie avec ses cocons, ses ustensiles et son métier¹⁵ ».

- des échantillons d'étoffes diverses : aussi bien des marchandises de fabrication européenne vendues sur les marchés locaux, comme des étoffes et rubans de soie à vendre au cap de Bonne-Espérance ou des échantillons de draps importés en Chine par les Anglais et les Allemands, que des cotons obtenus en Chine ou des soieries chinoises, foulards, gaze, damas, taffetas, satin, etc. ;

- des produits manufacturés : vêtements en soie, châles de crêpe, tapis, bourses brodées, porte-éventails, sacs à tabac, écrans, chaussures, etc.

- des « chinoiseries¹⁶ » diverses, armes, instruments de musique, bronzes, porcelaines, nacres et cornes, etc.

Les délégués rapportent aussi des documents à caractère ethnologique : air de musique yolof remis par le curé de Gorée, chapeaux coniques en feuilles de latanier portés par les cultivateurs et pêcheurs du cap de Bonne-Espérance, métier à tisser malgache utilisé par les habitants de Tananarive pour le tissage des rabanes ou tissus de sagoutier, etc.

Quatre expositions chinoises

Pour l'enseignement du public et pour satisfaire sa curiosité, l'ensemble des échantillons, objets et documents rapportés par les délégués du commerce de la mission de Chine fait l'objet d'une première exposition officielle, du 21 juillet au 20 août 1846, à Paris, dans les salles de l'École supérieure de la ville de Paris, rue Neuve Saint-Laurent (actuelle rue du Vertbois), à deux pas du Conservatoire des arts et métiers (figures 2 et 3).

Les années suivantes, trois autres expositions publiques ont lieu. D'abord, en 1847, de juillet à septembre, à Lyon (Rhône), dans la galerie de minéralogie du Palais du Commerce et des Arts, à la demande et aux frais de la Chambre de commerce de Lyon. Puis, en 1848, à Saint-Étienne (Loire), à nouveau pour une durée de trois mois, aux frais de la municipalité, dans la salle du musée industriel. Et, enfin, en 1849, de janvier

Fig. 2. – « Vue générale des échantillons rapportés de la Chine et de l'Inde par la délégation du commerce », à Paris. *L'Illustration*, vol. VII, n° 182, 22 août 1846 (cliché de l'auteur).

83

Fig. 3. – Page de titre du catalogue de l'exposition de 1846 à Paris. BnF (cliché de l'auteur).

à mars, dans une des salles de l'hôtel de ville de Nîmes (Gard). Contrairement à l'exposition de 1846, commune à l'ensemble de la délégation commerciale, les suivantes sont plus centrées sur la sériciculture et la soierie et sont organisées en grande part par le délégué pour la soie, Isidore Hedde, qui dispose les salles et rédige les notices du catalogue. À noter qu'il ne présente pas seulement les objets réunis pour le gouvernement, mais aussi certains lui appartenant en propre, sans qu'on puisse les distinguer *a priori* par nature ou origine¹⁷.

Les catalogues imprimés dont chaque exposition est dotée, sont très touffus et d'une lecture peu aisée, mais ils reflètent l'exceptionnelle richesse de la collecte réalisée¹⁸. La première exposition, en 1846, commune à l'ensemble des délégués, compte 1 550 numéros répartis en cinq sections; celle de 1847 (à Lyon), exclusivement réservée à la soie et à la collecte d'Isidore Hedde, comme les suivantes, et qui comporte aussi bien les objets appartenant au gouvernement que ceux qu'il a rapportés pour son compte, rassemble 2 033 articles. Les suivantes sont plus restreintes : 1 100 numéros en 1848 (à Saint-Étienne) et 320 numéros en 1849 (à Nîmes). Ce qui représente à chaque fois plus d'objets, plusieurs pouvant être groupés sous le même numéro.

Le public accueille ces manifestations avec curiosité et intérêt. En 1846, le journal grand public *L'Illustration* consacre à celle de Paris un long article, dans lequel il détaille cette exposition où l'« on entre dans un pays tout nouveau, et [où] l'on se trouve presque en pleine Chine » et « qui nous initie, mieux que tous les livres, aux produits, aux mœurs, aux habitudes, à la vie en un mot, de ces

lointaines contrées¹⁹ ». Pour le public, l'intérêt de l'exposition dépasse singulièrement les enjeux du commerce international; elle répond aussi à la mode des chinoiseries introduites en Europe depuis plus d'un siècle et à un certain goût pour l'exotisme.

L'auteur résume : « Beaucoup à dire, beaucoup à décrire », et conclut en exprimant un vœu :

« Que deviendra cette intéressante collection, lorsque l'exposition [...] sera fermée au public? Nous avons, au Louvre, un musée égyptien; pourquoi n'aurions-nous pas notre musée chinois? [...] La formation d'un musée chinois rentrerait parfaitement dans les vues d'avenir qui ont présidé jusqu'ici à la protection accordée par le gouvernement à l'étude des langues de l'Orient. Nous demandons une chose déjà presque faite et nous espérons que l'attente du public ne sera point trompée. »

Un « musée chinois » introuvable

Il semble que le gouvernement ait eu, au moins pendant un temps, en 1847-1848²⁰, l'intention de créer un « musée chinois » central à Paris. Par « musée » sans doute faut-il comprendre un musée commercial, sorte de *show-room* comme il en fleurit dans la seconde moitié du XIX^e siècle à l'intention des entrepreneurs, plutôt qu'un musée à vocation culturelle, comme nous l'entendons aujourd'hui. Ce projet ne pouvait que recevoir le soutien du ministre du Commerce d'alors ; jusqu'en février 1848, il s'agit de Laurent Cunin, dit Cunin-Gridaine²¹, qui, avant d'entamer une carrière politique, avait été drapier à Sedan et était sans doute sensible à une telle initiative. D'ailleurs, dès juin 1846, il annonçait son intention de présenter les échantillons rapportés de Chine dans les galeries du Conservatoire des arts et métiers, vœu auquel le conseil de perfectionnement de l'établissement estima ne pas être en mesure de répondre²², ce qui conduisit sans doute à organiser l'exposition des délégués du commerce de la mission de Chine en dehors du Conservatoire, rue Neuve Saint-Laurent.

Toutefois, le « musée chinois », appelé de ses vœux par le ministre et par le journaliste de *L'Illustration* en 1846, ne verra pas le jour. Sans doute est-il victime du changement de régime politique (le roi Louis-Philippe est renversé le 23 février 1848) et de la grave crise économique des années 1848 et suivantes, mais il est aussi très certainement victime de l'ambiguïté profonde de sa nature : commerciale et industrielle, technique, ethnographique, artistique... Finalement, l'année 1849 lui est fatale.

Dès le 14 février 1849, le ministre de l'Agriculture et du Commerce²³ fait part au directeur du Louvre de son souci de donner aux produits rapportés par la mission de Chine « une destination définitive aussi utile que possible et d'assurer en même temps leur conservation » et de sa décision « de les répartir, selon leur spécialité, dans nos divers musées nationaux²⁴ ». Il est donc le premier à envisager la dissociation, sans que soit jamais évoqué le principe de provenance aujourd'hui bien établi. Il poursuit : « Là, ils pourront être vus et examinés, et l'industriel, comme l'artiste et l'artisan, pourra s'inspirer de leur forme et de leur dessin soit pour les imiter en vue de l'exportation, soit pour modifier nos propres marchandises²⁵. » À ce moment encore, il est clair que, pour le ministre, les collectes de la mission de Chine ont une vocation de pédagogie industrielle et commerciale qui, sans exclure un certain intérêt artistique, doit concourir au développement économique du pays.

Mais la très grande richesse des collectes de la mission de Chine, leur éclectisme et leur qualité attirent l'intérêt des institutions patrimoniales. Selon les interlocuteurs et leur « spécialité », le regard porté sur ces objets varie et se transforme : de commercial, il devient patrimonial²⁶. On peut saisir la mise en œuvre de cette mutation qui est très rapide, grâce à certains documents, dispersés aujourd'hui dans les archives publiques et privées.

Le 9 octobre 1849²⁷, le responsable du musée de Marine du Louvre²⁸, dans une lettre qui dénonce l'état de surencombrement du musée, indique que,

depuis le début de février 1849, le musée s'est « enrichi d'environ 700 pièces provenant de la mission de Chine », dotés d'un état sommaire très insuffisant, et que d'autres objets doivent encore venir. Effectivement, dès le 1^{er} mars précédent, des caisses ont afflué au Louvre : elles contiennent des objets de bronze, de la coutellerie et des outils, des instruments de musique, des cannes, pipes et parapluies, des armes et des vêtements, des parures et des bijoux, des objets d'ameublement, des jouets, des objets de bambou, des laques de Chine et du Japon, des tableaux et des rouleaux de peintures pour tentures, des nacres²⁹, etc., jusqu'à des « briques creuses pour balustrade de jardin »... Tout un bric-à-brac à propos duquel Morel-Fatio, qui est lui-même peintre, souligne « l'intérêt de la collection de ces richesses de l'art chinois », déplaçant le regard porté sur les objets rapportés de Chine vers les champs artistique et esthétique. Il faut d'ailleurs remarquer que le musée de Marine du Louvre est passé depuis 1848 de la tutelle du ministère de la Marine à celle de l'administration des Beaux-Arts³⁰.

Par ailleurs, le 19 mai 1849, des « échantillons de Chine » entrent au Conservatoire des arts et métiers³¹. Ils

y constituent les entrées 3444 à 3511 de l'inventaire (soit 68 entrées) (figure 4).

Puis, le 19 octobre 1849³², le directeur de la Bibliothèque nationale, rappelant un courrier antérieur du 31 août, prie le ministre du Commerce de « disposer en faveur de la Bibliothèque nationale d'une collection d'albums chinois ornés de dessins et peintures sur papier de riz, avec des légendes en langue du pays [faisant] partie d'une riche collection d'échantillons et de produits chinois apportés en France en 1847, et qui furent exposés alors [...] et conservés ensuite au ministère » (figure 5). Cette revendication aboutit, car les albums de dessins rapportés par la mission de Chine entrent à la Bibliothèque nationale en 1849 et sont transmis au département des Estampes au printemps 1851³³.

La Chambre de commerce de Lyon n'est pas en reste. Elle aussi est intéressée par les collectes d'Isidore Hedde, d'autant qu'elle lui avait voté un budget de 19 000 francs pour lui constituer une collection d'échantillons et de modèles³⁴. En 1847, elle a obtenu du ministre du Commerce que ces pièces soient présentées temporairement aux Lyonnais. En 1849, elle renouvelle sa demande pour obtenir cette fois le versement définitif des objets relatifs à la soierie au musée

Fig. 4. – Registre d'entrée du Conservatoire des arts et métiers, 1850. Archives nationales, F/12/5770* (cliché de l'auteur).

industriel du Conseil des prud'hommes de Lyon. Et elle obtient gain de cause : le 27 décembre 1849, des échantillons de soieries et des dessins provenant de la mission Lagrené lui sont remis :

« Monsieur le Ministre,

Notre Chambre de commerce ne peut qu'accepter avec infiniment de reconnaissance l'offre que vous avez bien voulu lui faire par votre

dépêche du 19 septembre dernier, de disposer définitivement en faveur de la ville de Lyon des échantillons de soieries rapportés par la mission de Chine [...]. La meilleure destination qu'il lui a semblé devoir donner à cette collection, c'est d'en confier le dépôt au Conseil des prud'hommes, déjà possesseur d'un musée industriel. [...] C'est donc pour ce musée, Monsieur le Ministre, que notre

Fig. 5. – Lettre de réclamation de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, 19 octobre 1849. Archives nationales, F/12/2589 (cliché de l'auteur).

Chambre de commerce vient vous prier de donner suite aux intentions exprimées dans votre dépêche ci-dessus rappelée³⁵. »

Sans doute y eut-il d'autres destinataires. Ainsi, les armoires du laboratoire de chimie des substances naturelles du Muséum d'histoire naturelle renferment des flacons contenant des produits naturels étiquetés « mission de Chine³⁶ », sans qu'on connaisse malheureusement ni la date ni les modalités de leur arrivée dans ce service. Quant aux objets en relation avec la mission actuellement conservés au Musée d'art et d'industrie de Saint-Étienne, à défaut de renseignements sur les conditions de leur entrée au musée, on peut supposer qu'ils proviennent de la collection personnelle d'Isidore Hedde.

Le traitement réservé aux objets et documents rapportés de Chine qui transgresse les principes de respect de la provenance et d'unité des fonds qui se sont élaborés depuis cette époque en matière patrimoniale³⁷, nous apparaît aujourd'hui condamnable et regrettable. Leur dispersion entre plusieurs établissements, de caractère et de localisation différents, efface la lisibilité de leur origine commune et des liens étroits qui les unissaient à l'origine. De même, nous ignorons selon quels critères précis – industriels, scientifiques, esthétiques – a été faite leur répartition.

Elle ne tarde d'ailleurs pas à présenter aussi des inconvénients pratiques pour l'administrateur du Conservatoire des arts et métiers. Dès août 1851, il écrit à son ministre de tutelle pour s'en plaindre :

« L'ambassade française envoyée en Chine a rapporté une collection nombreuse de produits, de modèles et d'ouvrages qui auraient dû, pour la plupart, être déposés au Conservatoire des arts et métiers. Malheureusement, ils ont été partagés entre différents établissements. Les métiers seuls, démontés et sans leur description, ont été envoyés au Conservatoire ; les textes, les dessins ont été remis à la Bibliothèque nationale. Si je suis bien informé, une grande partie de ces ouvrages en a déjà disparu, mais les dessins de machines et métiers existent encore. Ne serait-il pas possible de les faire sortir de la Bibliothèque pour les placer au Conservatoire où ils serviraient à la fois pour remonter les métiers mêmes et pour en faciliter l'intelligence³⁸ ? »

Le ministre de l'Agriculture et du Commerce transmet sa demande à son collègue de l'Instruction publique qui, le 13 octobre suivant, répond : « J'ai consulté sur cette question le conservatoire [*sic*] de la Bibliothèque nationale, lequel se fondant sur les règlements qui régissent cet établissement, a été unanimement d'avis que la bibliothèque ne peut se dessaisir de ces documents³⁹. » C'est donc un refus. Néanmoins, quelques semaines auparavant, en juin 1850, Arthur Morin avait obtenu du ministre du Commerce la rétrocession au Conservatoire par la Chambre de commerce de Lyon d'un album de cent quarante-quatre dessins, illustrant le travail de la soie à Canton, aujourd'hui conservé à la bibliothèque centrale du Conservatoire⁴⁰.

Le cas des dessins et des objets techniques

Les dessins

Si elle ne recourt pas à la photographie⁴¹, encore débutante il est vrai, la mission de Chine fait réaliser sur place une masse considérable de dessins. Ces dessins sont aujourd'hui conservés majoritairement au Cabinet des estampes et de la photographie de la Bibliothèque nationale de France où ils constituent le noyau de la collection Oe (114 numéros, représentant sans doute plus d'un millier de planches), à la Bibliothèque centrale du Conservatoire des arts et métiers (un album réunissant 144 dessins) et, en nombre moindre, au musée des Tissus de Lyon (14 numéros, représentant une cinquantaine de dessins). Hormis quelques peintures sur rouleaux, dont certaines sont anciennes, ces dessins ont été commandés spécialement à des artistes locaux par la mission de Chine.

Parmi ceux-ci, on a identifié des œuvres réalisées par plusieurs artistes. L'un d'eux est un peintre de marine rencontré au Sénégal, Édouard Auguste Nousveaux (1811-1867?), qui est l'auteur au moins d'une peinture à l'huile intitulée « Ustensiles textiles de la Sénégambie⁴² ». Des dessins sur l'industrie textile des Philippines et, particulièrement, sur la fabrication des tissus à base de fibres végétales (ananas et bananier) ont été réalisés par un dessinateur philippin, Antonio D. Malantie⁴³. À Canton enfin, comme beaucoup d'étrangers de passage, les délégués ont recours aux services d'ateliers chinois de renom, spécialisés dans le *China Trade*, c'est-à-dire les articles destinés à l'exportation

vers l'Occident ; ce sont ceux de Sunqua, de Tingqua (v. 1809-1870) et de Youqua (actif en 1840-1870)⁴⁴.

Les dessins rapportés sont soit des dessins au trait, réalisés à l'encre, en noir et blanc, sur papier ordinaire, soit des planches dessinées au pinceau et coloriées, sur papier précieux de moelle d'arbre. Un petit nombre, très luxueux, comportent des broderies de soie et des éléments en soie et en ivoire collés⁴⁵. Ces planches de dessins, pour certaines munies de légendes en chinois ou en français, parfois même bilingues, sont réunies en albums, le plus souvent cartonnés à la chinoise, parfois aussi reliés en soie de couleur.

Bon nombre de dessins représentent des plantes, des coquillages, des poissons, des papillons, qui sont des motifs très courants dans le *China Trade* ; on retrouve des planches similaires dans d'autres collections européennes. D'autres dessins s'attachent à des représentations de la vie quotidienne : boutiques, professions et jeux, scènes de musique, costumes et occupations des femmes, supplices chinois⁴⁶... Mais le plus grand nombre des dessins illustre l'agriculture et l'industrie chinoises, en détaillant très minutieusement les différentes étapes des processus de fabrication ou de transformation. En effet, au-delà de leur caractère exotique ou esthétique, il s'agit d'authentiques dessins techniques, chargés d'informations. Ainsi, par exemple, un album sur « Le riz » montre, en vingt-deux vues coloriées, l'ensemble du cycle de la culture du riz depuis le bêchage de la rizière

jusqu'au criblage du riz récolté⁴⁷. Un autre sur « La porcelaine » montre, en douze vues, l'ensemble du processus depuis l'extraction du kaolin jusqu'à l'emballage des tasses en tonneau pour leur expédition outre-mer⁴⁸. Et un album sur « Le fer » représente, en douze vues aussi, les étapes successives depuis l'extraction du minerai jusqu'au forgeage d'un instrument en fer⁴⁹.

Les objets techniques

Sur les soixante-huit numéros d'entrée, représentant sans doute plus d'une centaine d'objets individualisés, livrés au Conservatoire des arts et métiers en 1849, tous ne subsistent pas aujourd'hui. Certains, détériorés, ont été remis très tôt aux Domaines, comme le tamis à vermillon chinois (n° 3476), éliminé dès 1863⁵⁰. La collection de la mission de Chine compte aujourd'hui cinquante-six objets.

Les pièces les plus belles sont sans doute les modèles de métiers à tisser : métier à tordre (inv. 03510-0001), métier chinois sans marche à cheval pour tisser les rubans (inv. 03509-0000), métier à deux lames pour tisser les étoffes unies (inv. 03510-0009) ou harnais à tisser (inv. 03510-0002). Certains objets sont somptueux et richement décorés, comme la boussole chinoise (inv. 03454-0000) ou le boulier chinois à dix-sept broches (inv. 0345-000). D'autres objets au contraire sont très modestes comme la « coconnière à nœuds de bambou pour éviter les doubles cocons » (inv. 03510-0008, n° 1983 de l'exposition de 1847, n° 470 de l'exposition de 1848), les navettes (inv. 03510-0007-001 à 003 et 005) ou les dévidoirs rustiques

en bambou ou en bois (inv. 03510-0002-002 et 004, par exemple) (**figures 18 à 21, cahier couleur**).

On peut rapprocher les modèles que détient le Musée des arts et métiers de ceux conservés aujourd'hui au Musée d'art et d'industrie de Saint-Étienne, qui sont d'une belle facture et d'une grande qualité technique et esthétique. Faute d'informations précises sur leur provenance, on peut penser, au moins pour certains, qu'ils ont été donnés par la famille Hedde. On peut supposer, par recoupements, qu'il s'agit de modèles exécutés spécialement à Lyon ou à Saint-Étienne, d'après des dessins et des notes rapportés par Isidore Hedde, et qui ont figuré dans les expositions de 1846-1849.

Le démembrement survenu à partir de 1849 des collectes des délégués du commerce de la mission de Chine est d'autant plus regrettable qu'il méconnaît complètement l'intention qui avait présidé à leur rassemblement. En effet, elles n'étaient pas une simple réunion d'objets, choisis par des voyageurs pour leur exotisme, leur caractère artistique ou à titre de curiosités, de façon arbitraire. Bien au contraire, il y avait bien dans l'esprit des collecteurs, et particulièrement dans celui d'Isidore Hedde, l'intention marquée de faire une œuvre documentaire et pédagogique. Hedde a rassemblé dessins, objets et machines parce qu'ils étaient étroitement complémentaires et s'éclairaient mutuellement : à plusieurs reprises, dans les catalogues des expositions de 1846-1849, lorsqu'il décrit un métier et en explique le fonctionnement et la manière de s'en servir, il renvoie aux dessins, accrochés à proximité, sur lesquels le visiteur peut voir le métier en situation ou « en mouve-

ment ». Pour lui, les albums de dessins qu'il a pris soin de faire exécuter par des peintres chinois renommés sont bien des documents techniques destinés à documenter et expliquer les machines et modèles rapportés.

Cette intention, Arthur Morin, en praticien de la pédagogie appliquée qu'il était au Conservatoire des arts et métiers, l'avait bien comprise. S'il réclamait à la Bibliothèque nationale les dessins chinois, c'était parce que ceux-ci avaient, à ses yeux, pour finalité essentielle de « faciliter l'intelligence » des machines. On renoue ici avec un usage du document figuré familier aux « artistes » d'arts et métiers, de la même manière qu'au début du XVIII^e siècle, dans l'enquête du Régent, Réaumur réclamait à ses correspondants un dessin à l'échelle ou un modèle pour éclairer la construction d'un dispositif technique ou son fonctionnement⁵¹.

Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une collection, mais bien d'un fonds documentaire constitué de livres, de dessins, de machines, de modèles, d'échantillons, d'objets divers, etc., réunis dans le cadre d'une même opération et se rapportant à un même objet. Malheureusement, la dispersion de ces éléments dans des institutions différentes, parfois rivales, aux pratiques divergentes, jointe à l'oubli et même au mépris qu'on a eus jusqu'à une date récente de leur histoire et de leur intérêt, ne permet plus d'en saisir aujourd'hui la parfaite cohérence. Peut-être peut-on souhaiter que les techniques modernes, et particulièrement la numérisation et l'usage d'Internet, et aussi la collaboration entre les institutions patrimoniales qui en sont aujourd'hui en charge,

puissent un jour permettre de redonner corps, au moins virtuellement, au « musée chinois » des délégués du commerce de la mission de Chine.

Notes

1. Armelle LE GOFF, « Érudits de terrain et chercheurs d'aventures : les dossiers individuels des voyageurs dans les archives du ministère de l'Instruction publique », in Thérèse CHARMASSON (dir.), *Voyages et voyageurs. Sources pour l'histoire des voyages*, Paris, CTHS, 2010, p. 51-68 ; Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE, « Voyager pour conquérir de nouveaux marchés. Les missions commerciales au XIX^e siècle », *ibid.*, p. 209-222. Voir aussi, sur le site des Archives nationales (SIV), Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE et Tifenn HAMONIC, *Missions commerciales, XIX^e siècle. Sous-série F/12. Répertoire méthodique*, Paris, 2010.

2. Plusieurs historiens l'ont fait, notamment Louis WEI TSING-SING, *La politique missionnaire de la France en Chine 1842-1856*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1960, p. 206-321, qui donne une analyse détaillée de l'action diplomatique de la mission Lagrené et particulièrement de ses résultats en matière de liberté religieuse pour les catholiques en Chine. Sur l'aspect économique, Guy DURAND et Jean-François KLEIN, « Une impossible liaison ? Marseille et le commerce à la Chine, 1815-1860 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 57-1, janvier-mars 2010, p. 139-167, not. p. 148-159 ; voir aussi les travaux de MAU Chuan-Hui, particulièrement « Isidore Hedde et la soie chinoise », *Musée des arts et métiers, La revue*, n° 41, mai 2004, p. 32-42, « Enquêtes françaises sur la sériciculture chinoise et leur influence, fin XVIII^e-fin XIX^e siècles », *Documents pour l'histoire des techniques*, n° 14, 2^e sem. 2007, p. 24-36, not. p. 30-32, [<http://dht.revues.org/1104>], consulté le 12 juin 2016, et « Isidore Hedde, un pionnier stéphanois par l'ouverture du marché chinois à l'industrie française de la soie », in *Musée d'art et d'industrie (Saint-Étienne), Le ruban : c'est la mode*, Milan, Silvana editoriale ; Saint-Étienne, musée d'art et d'industrie, 2016.

3. G. DURAND et J.-F. KLEIN, « Une impossible liaison ?... », *op. cit.*, p. 148.

4. Biographie extraite de A. ROBERT et G. COUGNY, *Dictionnaire des parlementaires français de 1789 à 1889* accessible sur [[http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_)

dept)/10325#biographie] consultée le 13 janvier 2017.

5. *Dictionnaire de biographie française* [ensuite DBF], t. 17, Paris, 1989, p. 732-733; c'est un cousin du futur préfet de la Seine Georges Haussmann.

6. Léon GALLE, *Natalis Rondot, sa vie et ses travaux*, Lyon, Bernous, Cumin et Masson, 1902.

7. DBF, t. 18, Paris, 1994, p. 232-234.

8. Plusieurs délégués ont publié des souvenirs : Jules ITIER, *Journal d'un voyage en Chine en 1843, 1844, 1845 et 1846*, Paris, Dauvin et Fontaine, 1848-1853, 3 vol.; Auguste HAUSSMANN, *Voyage dans la Chine, de la Cochinchine et dans l'Inde*, Paris, G. Olivier, 1847-1848, 3 vol.; Melchior YVAN, *Canton, un coin du Céleste Empire*, Leipzig, Alph. Durr, 1856; quant à Isidore Hedde, il rédige à la demande du maire de Saint-Étienne un récit de son voyage inséré dans le catalogue de l'exposition organisée en 1848 dans cette ville.

9. J. ITIER, *Journal d'un voyage en Chine...*, op. cit., vol. 1, p. 6-7.

10. Lettre de Guizot à Lagrené, 9 novembre 1843, citée in G. DURAND et J.-F. KLEIN, « Une impossible liaison?... », art. cit., p. 148.

11. Archives nationales [ensuite AN], F/12/2589, auquel il faut ajouter les articles F/12/2590 et 2591 sur la mission du consul Charles de Montigny (1805-1868) à Shanghai, qui lui fait suite.

12. *Avis divers*, n° 153 (Instructions générales, 1844) ; n° 225 (Renseignements sur le Sénégal, les Canaries, le Cap de Bonne-Espérance, Bourbon et Madagascar) ; n° 288 (Les Indes anglaises) ; n° 309 (Traité de commerce entre la France et la Chine, tarif, etc.) ; n° 319 (Commerce de l'Indochine, Java, Philippines, Cochinchine. Manuel Montigny) ; n° 326 (Fabrication des tabacs) ; n° 341 (Renseignements sur l'Indochine; catalogue de l'exposition des produits rapportés par les délégués commerciaux) ; n° 385 (Communications de la mission commerciale. Rapports généraux des délégués).

13. AN, F/12/2589, rapport daté de Macao le 31 août 1844.

14. *Ibid.*, lettre datée de Saint-Denis de la Réunion, le 12 juin 1844.

15. *L'Illustration*, vol. VII, n° 182, 22 août 1846, p. 591-595.

16. À noter que le terme « chinoiserie » est contemporain de la mission de Chine; il apparaît vers 1845 dans le *Dictionnaire* de Littré. Jacques Marx, « De la Chine à la chinoiserie. Échanges culturels entre la Chine, l'Europe et les Pays-Bas méridionaux (xvii^e-xviii^e siècles) », *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 85, n° 3, 2008, p. 735-779; Madeleine Jarry, *Chinoiseries : le rayonnement*

du goût chinois sur les arts décoratifs des xvii^e et xviii^e siècles, Fribourg, Office du livre; Paris, Vilo, 1981.

17. Une étude approfondie et minutieuse des différents objets à partir des catalogues notamment doit être poursuivie.

18. Ministère de l'Agriculture et du Commerce, *Mission commerciale de Chine. Exposition des échantillons et modèles rapportés de la Chine et de l'Inde par les délégués commerciaux...*, Paris, impr. de P. Dupont, 1846; Isidore HEDDE, *Mission commerciale en Chine. Industrie des soies et soieries. Catalogue des produits de l'Inde et de la Chine rapportés par M. Isidore Hedde, délégué du ministère de l'Agriculture et du Commerce, de 1843 à 1846, et composant l'exposition publique faite à Lyon, sur la demande et aux frais de la Chambre de commerce de la même ville*, Lyon, impr. de Barret, 1847; Isidore HEDDE, *Description méthodique des produits divers recueillis dans un voyage en Chine par Isidore Hedde [...] et exposés par la Chambre de commerce de Saint-Étienne...*, Saint-Étienne, impr. de Théolier aîné, 1848; Philippe HEDDE, *Catalogue des produits de l'industrie chinoise exposés à l'hôtel de ville de Nîmes en 1849*, Nîmes, impr. de Ballivet et Fabre, 1849.

19. *L'Illustration*, vol. VII, n° 182, 22 août 1846, p. 591-595. Sur l'exposition chinoise de Saint-Étienne, en 1848, *L'Illustration*, vol. XII, n° 298, 11 novembre 1848, p. 171-174.

20. Archives de la Chambre de commerce de Lyon, procès-verbaux, 1847, p. 164 : « répondant à la demande qui lui a été faite d'obtenir la remise des échantillons de l'industrie séricicole chinoise rapportés par le même délégué, M. le Ministre écrit le 8 février qu'il ne pourra prendre de décision à cet égard que lorsqu'il aura été statué sur la question de réunir dans un musée central, à Paris, la collections des produits de diverses industries de l'empire de la Chine recueillis par les autres délégués. »

21. Laurent Cunin, dit Cunin-Gridaine (1778-1859), fils de Jean-Baptiste Cunin, commis de manufacture à Sedan, entra, jeune encore, comme simple ouvrier, dans la manufacture de draps d'Étienne Gridaine et de Bernard, une des plus importantes fabriques de la ville; grâce à son intelligence, il devint, en peu de temps, l'associé et, en 1803, le gendre de Gridaine, auquel il succéda en 1824. Il fut ministre du Commerce à deux reprises, du 12 mai 1839 au 1^{er} mars 1840, puis du 29 octobre 1840 au 24 février 1848.

22. Arch. Cnam, 2AA/1, Conseil de perfectionnement, séance du 24 juin 1846; lettre de Cunin-Gridaine, 20 juin 1846. Je remercie Marie-Sophie Corcy pour ces informations.

23. Le juriste Louis Joseph Buffet (1818-1898), ministre du 9 décembre 1848 au 2 juin 1849.

24. AN, 20144780/11, Réunion des musées nationaux, musée de Marine du Louvre, lettre du 14 février 1849.

25. *Ibid.*

26. Sur cette variation des regards qui transforme une collecte documentaire en collection patrimoniale, Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE, « Collecter/collectionner ? Le "musée chinois" des délégués du commerce de la Mission de Chine et son improbable devenir », communication présentée au colloque *Lyon et la culture de la curiosité* (Lyon, 25-26 février 2016).

27. AN, 20144780, Réunion des musées nationaux, EM1-organisation, P 82. LÉON MOREL-FATIO, *Notice des collections du Musée de la Marine exposées dans les galeries du Musée impérial du Louvre, 1^{re} partie : Musée naval*, « Introduction », Paris, Vinchon, 1853. Sur les objets chinois du musée de Marine du Louvre, Geneviève LACAMBRE, « Les collections chinoises et japonaises du musée de la Marine avant 1878 : un cas marginal pour l'ethnographie ? », in Marie-Barbara LE GONIDEC et Didier BOUILLON (dir.), *Le rôle des voyages dans la constitution des collections*, 130^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, La Rochelle, 2005, Paris, CTHS, 2008, p. 94-109, [http://www.cths.fr/ed/edition.php?id=4947], consulté le 3 février 2017, et *De couleurs et d'encre*, cat. d'exposition, La Rochelle, Musée des beaux-arts, 2016.

28. LÉON MOREL-FATIO (1810-1871), conservateur-adjoint (1850) puis conservateur (1857) des collections de marine et des objets « exotiques » déposés dans les galeries du Louvre, est aussi un peintre de marine reconnu sous la monarchie de Juillet et le Second Empire.

29. AN, 20144780/11, Réunion des musées nationaux, musée de Marine du Louvre, relevé des objets livrés au musée du Louvre, 1^{er} mars 1849.

30. Sur le musée de Marine, voir dans ce numéro GÉRALDINE BARRON, « Le musée de Marine du Louvre : un musée des techniques ? ».

31. AN, F/12/5770*, inventaire des collections du Conservatoire des arts et métiers, 1850, p. 122-124. Les objets entrés dans les collections du Conservatoire le 20 novembre 1849 (*ibid.*, p. 125-126), « Outils, instruments et quincaillerie », semblent plutôt provenir d'un envoi d'« échantillons d'outils chinois transmis par Montigny, consul de France en Chine » (Arch. Cnam, 2AA/2, Conseil de perfectionnement, 3 novembre 1849, fait état d'une lettre du ministre du Commerce du 13 octobre 1849 annonçant cet envoi).

32. AN, F/12/2589, lettre de l'administrateur de la Bibliothèque nationale au ministre de l'Agriculture et du Commerce, 19 octobre 1849.

33. Dans les registres des dons du Département des estampes de la BnF, ils sont enregistrés à deux dates différentes bien que très proches : 30 avril ou 7 mai 1851, BnF, Département des estampes et de la photographie, Réserve Ye-85-Pt fol, deux registres des dons tenus en parallèle à partir de 1848, reproduits dans les bobines 657 (indique le 7 mai 1851) et 658 (indique le 30 avril 1851) ; ils y représentent les entrées 2171 à 2283/c.

34. Maria-Anne PRIVAT, « Les missions commerciales en Chine et les collections du Musée des Tissus de Lyon », in *Id. et al., Les prémices de la mondialisation. Lyon rencontre la Chine au 19^e siècle*, Lyon, EMCC, 2009, p. 14-17.

35. Archives de la Chambre de commerce de Lyon, registre des lettres 1849-1850, lettre au ministre du 16 octobre 1849, citée in M.-A. PRIVAT, *ibid.*

36. « La spectrométrie de masse. Les trésors cachés des armoires du Muséum », CNRS Info, n° 386, sept. 2000, [http://www.cnrs.fr/Cnrspresse/n386/html/n386a02.html], consulté le 18 juillet 2011, et renseignements communiqués par le directeur du laboratoire ; il est fait état de flacons étiquetés « Fa Ko chinois / Mission de Chine / 1844 ».

37. À titre de comparaison, précisons qu'en archivistique, les notions de respect des fonds et de provenance, tout à fait comparables, se sont constituées lentement, à partir de 1841, sous l'influence notamment de l'archiviste Natalis de Wailly.

38. AN, F/12/4865, Conservatoire des arts et métiers, collections.

39. *Ibid.*

40. Archives de la Chambre de commerce de Lyon, copies-lettres 1849-1850, n° 415, 18 juin 1850.

41. À l'exception de Jules Itier qui est un pionnier du daguerréotype. Celui-ci rapporte de Chine de nombreux clichés, dont 35 sont conservés au musée français de la Photographie, [http://collections.photographie.essonne.fr/board.php], consulté le 23 décembre 2012. Son œuvre a donné lieu à deux expositions récentes, l'une à Montpellier (Pierrevives), du 14 septembre au 31 octobre 2012 (*L'éloge du thé et du vin, carnets de voyage*, Montpellier, Éditions Presses Pierrevives, 2012), et l'autre au Centre culturel de Chine, à Paris, du 14 au 27 novembre 2012 (*Jules Itier : premières photographies de la Chine, 1844*, Publications du musée français de la Photographie, Conseil général de l'Essonne, 2012). Néanmoins, Itier privilégie les vues à caractère anecdotique ou « touristique ».

42. Donnée en 1862 au Musée Crozatier du Puy-en-Velay (Haute-Loire), auj. non localisée

[http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/joconde_fr], consulté le 10 août 2011.

43. Claudine SALMON, « Les dessins industriels philippins d'Antonio D. Malantie. Une commande de la mission de Lagrené en Chine (1843-1846) », *Archipel*, vol. 67, 2004, p. 57-76.

44. Janin BECHSTEDT, *Aventures de trois dames tsin au pays des fan-kouei. Restauration d'une peinture à l'huile sur coton fragilisé*, mémoire de fin d'études du diplôme de restaurateur du patrimoine, spécialité peinture, 2007, p. 15-20, accessible sur [<http://extranet.inp.fr>], consulté le 26 septembre 2011. Sur des toiles de Youqua rapportées par la mission de Chine et déposées au musée de Marine du Louvre, puis passées au Musée des beaux-arts de La Rochelle, *De couleurs et d'encre*, op. cit.

45. BnF, Oe-72 res, *Culture du riz*, album couverture de soie, 28 x 30 cm, 24 dessins peints et brodés sur soie, avec, collés en relief, les vêtements en soie et les têtes en ivoires, légendes en chinois. Inv. 10 444 (D. 2244-1849).

46. Le fonds de dessins chinois de la BnF n'est pas encore numérisé; on trouve néan-

moins quelques reproductions de dessins provenant de la mission de Chine dans la « Banque d'images », [<http://images.bnf.fr/jsp/index.jsp>], avec des mots-clés comme, par exemple, « suppliques chinois »; mais la provenance « mission de Chine » n'est jamais spécifiée.

47. BnF, Oe-76 res (pt fol).

48. BnF, Oe-106 res (pt fol).

49. BnF, Oe-119 (4°).

50. AN, F/12/4866.

51. Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE, « Enquête administrative et dessin technique dans la France préindustrielle : l'exemple de l'enquête du Régent, 1716-1718 », in Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE, Martine PLOUVIER et Cécile SOUCHON (dir.), *Des images et des mots. Les documents figurés dans les archives*, Paris, CTHS, 2010, p. 71-94. Sur l'enquête du Régent, Christiane DEMEULENAERE-DOUYÈRE et David J. STURDY, *L'enquête du Régent, 1715-1718. Sciences, techniques et politiques dans la France préindustrielle*, Turnhout, Brépols, 2008.